



Cher(e)s élu(e)s de Gironde, Cher(e)s abonné(e)s,

J'ai le plaisir de vous adresser l'infolettre n°16 du groupe Gironde Avenir. Elle intervient dans le cadre du vote du Compte administratif (CA) 2024, qui s'est tenu ce 30 juin, en séance plénière du Conseil départemental.

L'exécution budgétaire 2024 consacre une rupture profonde de la trajectoire financière du Département de la Gironde. **En effet, alors que la Gironde était un des Départements les plus riches de France il y a encore quelques années, il se situe désormais en tête des collectivités les plus fragilisées**, ainsi que le relève la Cour des comptes dans un rapport publié le vendredi 27 juin dernier.

La dette atteint un niveau historiquement élevé, et les recettes conjoncturelles (DMTO, TVA) s'effondrent. Pour la première fois, **l'épargne brute devient négative.** Il s'agit d'un cas **typique de rupture d'équilibre**, théoriquement interdit par les règles budgétaires locales (article L.1612-4 du CGCT).

Le Département de la Gironde affiche désormais :

- Un résultat de clôture alarmant : **- 47 678 843,31 €** contre **+ 1 507 071,70 €** en 2023 (et **47 millions d'€** en 2022 !), en forte diminution de **49,2 millions d'€** et de près de **100 millions d'€** en deux ans !
- Un effondrement historique de l'épargne brute : **-54 millions d'€**, contre **+31 millions d'€** en 2023 et **+37,2 millions d'€** prévus au BP. L'épargne nette s'établit à **-157 millions d'€**.
- Une dette qui franchit le seuil d'alerte : l'encours de dette atteint **1 108 millions d'€** (hors budget annexe), soit une hausse de 180 millions d'€ sur l'année.

La capacité de désendettement dépasse les 20 ans, seuil d'alerte reconnu par la Cour des comptes. **Le modèle girondin du financement par la dette, en l'absence d'épargne, devient insoutenable à moyen terme.**

La différence entre les prévisions du BP 2024 et l'exécution ne se limite pas à une erreur ponctuelle, mais **traduit une déconnexion croissante entre une stratégie politique, sa traduction budgétaire et la réalité économique.** En effet, des signaux faibles, repérables dès 2023, étaient largement sous-estimés dans le Budget Primitif (BP) 2024, qui s'appuyait sur des hypothèses fiscales excessivement optimistes.

Gironde Avenir avait pourtant tiré la sonnette d'alarme : par exemple, nous avons demandé, à plusieurs reprises depuis début 2024, [la mise en place d'un audit](#) de l'ensemble des politiques

volontaristes et des dépenses de solidarité, ainsi qu'un **recentrage de l'institution sur ses compétences obligatoires**.

L'Exécutif n'a jamais réalisé cet audit. Pourtant, Vincent LÉNA, Président de la Chambre Régionale des Comptes (CRC) de Nouvelle-Aquitaine a récemment déclaré qu'il « *existe toujours des marges de manœuvre et des possibilités d'économie dans la plupart des Départements. Notamment dans les dépenses qui ne relèvent pas du cœur de compétence des Départements. Beaucoup de politiques d'initiative ont de l'intérêt mais contribuent parfois aux difficultés financières* ».

A défaut de prendre en compte les demandes de notre groupe, l'Exécutif prendra-t-il en compte cet avis de la CRC ? Ou poursuivra-t-il sa fuite en avant ?

Outre le refus de chiffrer les politiques volontaristes, notre groupe dénonce, depuis 2 ans déjà :

- Un mode de gouvernance de crise qui privilégie l'**opacité et l'absence de concertation** des élus de notre groupe.
- Une **stratégie budgétaire non soutenable sans modification structurelle**.
- Un **désengagement sur le volet des solidarités territoriales**, bien illustré par la suppression totale du Fonds d'Aide à l'Équipement des Communes (FDAEC) en 2025.
- Le refus de transmettre un budget consolidé des **dépenses de communication**.
- L'**insécurité budgétaire**, dont témoignent 2 éléments : la gestion désastreuse des DMTO depuis 2023, avec une politique de prévisions irréalistes, et la non communication des données du CA 2024 lors du vote du BP 2025 le 31 mars, alors même que l'Exécutif en était nécessairement en possession, ce qui traduit une nouvelle fois un cruel manque de transparence (voir ci-dessous l'intervention de Michel DUFRANC, Conseiller départemental de Bordeaux 2)
- En parallèle, l'Exécutif girondin ne montre aucun engagement dans une stratégie de transformation ou de redressement.

Aucune mesure significative n'a été prise pour :

- **Repenser le périmètre des compétences départementales** ;
- Redéfinir les priorités ou la carte des interventions ;
- Le Département n'a pas non plus mené un dialogue structuré avec l'État pour obtenir une meilleure compensation des AIS, ni engagé de démarches constructives sur le sujet.

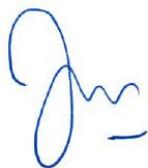
Devant un tel état de fait, le groupe Gironde Avenir a naturellement voté **CONTRE** le COMPTE ADMINISTRATIF proposé par la majorité.

Je vous propose un retour sur [les temps forts de cette séance](#) dédiée au Compte administratif ainsi que [la motion en soutien à l'hôpital Bagatelle et à la défense du service public de santé](#), que nous avons votée à l'unanimité.

Découvrez également le [dossier de presse](#) de Gironde Avenir dédié au CA.

Bien amicalement à vous,

Jacques BREILLAT



DOSSIER DE PRESSE | Compte Administratif 2024 : Une trajectoire financière désastreuse

Face à une situation budgétaire inédite et préoccupante, ce document d'analyse revient en détail sur les principaux déséquilibres financiers constatés, les dérives de gouvernance et l'absence de stratégie de redressement engagée par la majorité départementale.

[Lire le document](#)



Au nom du groupe Gironde Avenir, Jacques BREILLAT pose deux questions concrètes à l'Exécutif :

1/ Pourquoi les résultats déficitaires 2024 n'ont-ils pas été intégrés lors du vote du BP en mars 2025 ?

2/ Comment l'Exécutif entend-il intégrer cette balance déficitaire à demi-année du BP ?

[Voir la vidéo](#)



Jacques BREILLAT explique pourquoi Gironde Avenir vote CONTRE le Compte Administratif

[Voir la vidéo](#)



Jacques BREILLAT questionne la faible part des marchés publics attribuée aux entreprises girondines.

[Voir la vidéo](#)



Michel DUFRANC questionne la sincérité budgétaire de l'Exécutif girondin.

Voir la vidéo



Jacques MANGON dénonce la mauvaise gestion de l'Exécutif girondin.

Voir la vidéo



Les finances de la Gironde dans le rouge

Le journal Sud Ouest consacrait un article, le 28 Juin 2025 dernier, à la situation financière préoccupante de plusieurs Départements, dont la Gironde, où l'épargne brute est négative et l'endettement atteint un niveau historique. Ce constat rejoint les analyses et inquiétudes de Gironde Avenir exprimées dans le cadre de la séance plénière dédiée au Compte administratif 2024.

[Lire l'article](#)

Les finances du Département de la Gironde sont de nouveau pointées du doigt, dans cet article de Sud-Ouest, publié ce lundi 1er Juillet. Gironde Avenir y exprime ses préoccupations et propositions à travers les voix de Jacques BREILLAT et Jacques MANGON. Le Président de groupe appelle à un réexamen en profondeur du budget départemental, ainsi qu'à une lecture lucide des priorités.

[Lire l'article](#)



Motion en soutien à l'hôpital Bagatelle

Le groupe Gironde Avenir a voté la motion en soutien à l'hôpital Bagatelle, aujourd'hui en danger suite au retrait de l'État du projet BAHIA.

Ce nouvel hôpital, prévu pour juillet 2025, est menacé, alors que 1 600 emplois et 1 200 patients par jour sont concernés. Pour Gironde Avenir, la santé publique est un bien commun. Bagatelle doit vivre.

[Motion en soutien à l'hôpital Bagatelle](#)





Castillon-la-Bataille et la pose de la première pierre du chantier d'entrée de ville
| 16 mai 2025 |

La pose de la première pierre de l'entrée de ville est une étape symbolique importante dans le projet de revitalisation du centre-bourg, qui a mobilisé les partenaires du projet et les élus, dont le Président du Département de la Gironde et Liliane POIVERT binôme de Jacques BREILLAT, au Conseil départemental.



Interview de Jacques BREILLAT pour **Aquitélé** pour **le nouvel aménagement du centre-ville de Castillon-La-Bataille**.

[Voir la vidéo](#)



L'interview de Jacques BREILLAT sur le dispositif **Territoire Zéro Chômeur Longue Durée (TZCLD)**

Depuis 2022, Castillon-La-Bataille est devenue la première commune girondine labellisée TZCLD. Ce dispositif est un véritable projet de territoire et de société innovant qui offre à des personnes privées durablement d'emploi depuis plus de 12 mois, volontaires et habitant la ville de Castillon au moins 6 mois. Ce programme a éventuellement inspiré des villes de Nouvelle-Aquitaine dont Bordeaux qui a obtenu début 2024 la labellisation TZCLD pour le quartier Grand Parc.

[Lire l'article](#)



Le Taillan-Médoc et la pose de la première pierre du futur collège, concrétisation grâce à **Agnès VERSEPUY** | 3 JUIN 2025 |

Bonne nouvelle pour les familles Taillanaises, **le collège tant attendu ouvrira ses portes à la rentrée 2026** ! Un aboutissement rendu possible grâce à l'engagement de notre élue **Agnès VERSEPUY**, qui a su porter ce projet auprès du Département afin de répondre à la forte croissance démographique en Gironde.

[Lire l'article](#)



Philippe DE GONNEVILLE entouré des membres du Conseil Municipal des Jeunes de Lège-Cap-Ferret | 28 MAI 2025 |

Un beau moment de partage et d'échanges, ponctué de différents temps :

- Des questions autour du fonctionnement du Conseil départemental, de ses missions et du rôle d' élu.
- Des animations pédagogiques sur les 33 cantons girondins, les compétences départementales et les 7 000 agents de l'institution.

[Voir la vidéo](#)



Marie LARRUE entourée des délégués des classes du collège Jean Verdier d'Audenge | 13 JUIN 2025 |

Marie LARRUE recevait les délégués des classes de 6ème, 5ème, 4ème et 3ème de cet établissement. Des échanges très riches autour de thèmes forts et notamment : l'institution départementale et son fonctionnement, le rôle d' élu, un véritable engagement qui nécessite "d'aimer servir l'intérêt public" selon Marie LARRUE.



[Se désinscrire](#) | [Gérer votre inscription](#)
www.gironde-avenir.fr